

INSPECTION AVANT EXPEDITION

Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord
sur l'inspection avant expédition

Addendum

L'article 5 de l'Accord sur l'inspection avant expédition dispose que les Membres fourniront au Secrétariat le texte des lois et réglementations par lesquelles ils donnent effet à l'Accord, ainsi que le texte de toute autre loi et réglementation en rapport avec l'inspection avant expédition, lorsque l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour le Membre concerné. Les modifications des lois et réglementations en rapport avec l'inspection avant expédition seront notifiées au Secrétariat immédiatement après leur publication. Le Secrétariat fera savoir aux Membres que ces renseignements sont disponibles.

Les notifications reçues précédemment sont indiquées dans les documents G/PSI/N/1, G/PSI/N/1/Add.1 à Add.5. Depuis le 3 février 1997, le Secrétariat a reçu les nouvelles notifications ci-après¹:

I. Lois et réglementations donnant effet à l'Accord sur l'inspection avant expédition

-

II. Autres lois et réglementations en rapport avec l'inspection avant expédition

Paraguay: Décision n° 1171 du Ministère des finances en date du 3 juillet 1996 régissant les procédures d'importation en cas d'inspection avant expédition.

Pérou (texte s'ajoutant à ceux qui sont mentionnés dans le document G/PSI/N/1/Add.3):

- **Décret suprême n° 003-96-EF excluant du champ du système de surveillance des importations et de dépôts de marchandises les produits visés par le Décret suprême n° 038-92-EF (6 janvier 1996); - Décret suprême n° 004-96-EF excluant du champ du régime de surveillance les importations effectuées par l'Etat (6 janvier 1996);**
- **Décret suprême n° 015-97-EF portant approbation des règles concernant l'application du système de surveillance des importations aux demandes d'inspection de marchandises (25 février 1997).**

¹Ces notifications peuvent être consultées à l'OMC, Centre William Rappard (bureau 3128).

III. Membres ayant notifié qu'ils n'ont ni lois ni réglementations en rapport avec l'inspection avant expédition

Bahreïn
Bulgarie
El Salvador
Fidji
Namibie

IV. Modifications des lois et réglementations en rapport avec l'inspection avant expédition

Indonésie: le gouvernement indonésien informe les Membres que la notification indiquée dans le document G/PSI/N/1/Add.1 n'est plus valable car, depuis le 1er avril 1997, il n'applique plus de système d'inspection avant expédition aux importations. Pour les produits importés, le contrôle douanier est effectué par les douanes au lieu d'entrée sur le territoire.